

ENVIRONNEMENT

Le collectif Déstocamine reste « déterminé »

Les représentants des associations entendent profiter de l'enquête publique sur l'enfouissement définitif pour inverser le processus et obtenir le déstockage total des déchets enfouis à Stocamine, à Wittelsheim.

Laurent Bodin

Loin d'abdiquer face aux difficultés et à un scénario de déstockage engagé des seuls produits mercuriels, représentant moins de 10 % des 44 000 tonnes de déchets enfouis à Stocamine à Wittelsheim, les membres du collectif Déstocamine n'entendent pas baisser les bras. Alors que le préfet du Haut-Rhin vient de signer un arrêté fixant du 7 novembre au 15 décembre l'enquête publique portant sur le projet de confinement définitif en fond de mine des déchets non déstockés, les responsables des associations environnementales, de consommateurs et de syndicats membres de Déstocamine estiment que l'issue n'est pas irréversible.

Le soutien des élus

C'est pourquoi ils ont écrit à la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, afin de lui demander que soit prolongée la durée de l'enquête publique et a débuté une série d'entretiens avec les principaux élus locaux. Et du président de région, Philippe Richert, au député maire de Cernay, Michel Sordani, pour l'heure, leur ont apporté leur soutien dans leur combat en faveur du déstockage total.

Sur le fond, le collectif Déstocamine estime que la direction des MDPA exa-



Quelque 44 000 tonnes de déchets sont enfouis dans les galeries du site Stocamine à Wittelsheim et seuls 10 % - les produits mercuriels - doivent être remontés à la surface. Le collectif Déstocamine exige, lui, le déstockage total.

Archives L'Alsace/Thierry Gachon

gère les difficultés à mener les travaux de déstockage, notamment dans la dernière lettre d'information, publiée mercredi (L'Alsace de jeudi). Ceci dans un but d'extraire le strict minimum et de procéder au confinement le plus rapidement possible. Dans le même temps, Déstocamine estime que ce projet d'enfouissement est « une bombe à retardement » et « ne tient pas la route ». « Alain Rollet, le liquidateur, a senti le vent et fait tout pour ne pas déstocker », analyse Yann Flory, porte-parole du collectif. « La réali-

té est que le temps joue contre nous. Si le confinement est acté, il sera trop tard pour faire marche arrière », ajoute Michel Eidenschenck (CGT). Etienne Chamick précise : « Depuis le début, on y croit, même si ce n'est pas pour nous que l'on se bat mais pour les générations futures. »

Dans le courrier envoyé à Ségolène Royal, le collectif recense des remarques sur la tierce expertise qui plaident, selon ses réponses, pour un déstockage total. Sont notamment

évoqués « l'incertitude globale de 50 % des expertises », la « mise en cause de la fiabilité des données de Stocamine », « l'incertitude sur la quantité de cyanure stockée »...

« Se faire entendre »

Par ailleurs, les responsables de Déstocamine demandent à la ministre de l'Écologie de rallonger la durée de l'enquête publique et s'inquiètent de la complexité de l'affaire. « D'autant plus que le public pourra consulter les documents au moyen d'une clé USB sur un support électronique, ce qui va complexifier les choses », regrette les partisans du déstockage. « On plaide et on plaidera pour que les citoyens expriment leur opposition à une autorisation d'enfouissement définitif », prévient Josiane Kieffer.

Cette enquête publique, organisée dans les neuf communes du Bassin potassique entourant le site Stocamine, sera menée par trois commissaires. « Nous espérons bien qu'une réunion publique sera organisée et que la population saura se faire entendre », précise Jean-Marie Dubel (CFTC, Mineurs). C'est dans ce but que les associations membres du collectif vont, dans un premier temps, mobiliser leurs membres, en espérant que la population, ensuite, prendra conscience des enjeux.